



## INTERFACE

Compilation des synthèses par structure concernant les besoins des acteurs et actrices agricoles face au changement climatique

## 1. Table des matières

Table des matières .....	2
1.Synthèse de l'APAD .....	3
2.Synthèse de la FADEAR .....	6
3.Synthèse de TRAME .....	10
4.Synthèse du RENETA .....	14
5.Synthèse de Terres en villes .....	18
6.Synthèse de Terre de Liens .....	26

*Ce document est complémentaire à la synthèse générale du groupe de travail*

## 2. Synthèse de l'APAD

Dans le cadre de l'action 2 de son projet, l'Association pour la Promotion d'une Agriculture Durable (APAD) a souhaité recueillir les attentes et les besoins des agriculteurs membres du réseau.

Après présentation des objectifs de l'action 2 et des outils disponibles, les administrateurs référents ont choisi de faire appel à la candidature volontaire d'agriculteurs issus du réseau, en favorisant la plus grande représentation territoriale possible.

**15 agriculteurs volontaires** ont été mobilisés : **9 ont été interrogés individuellement** (visioconférence ou téléphone), **6 ont participé à un entretien collectif**, lors d'une journée organisée dans l'Essonne, centrée sur les aspects agronomiques, techniques et de valorisation.

Les échanges ont été guidés par un questionnaire exhaustif, élaboré collectivement lors des comités techniques du projet.

Parmi les 9 personnes interrogées individuellement :

- **3 sont des femmes**
- **6 départements différents**
- Plusieurs systèmes de production : polyculture-élevage, grandes cultures, viticulture, parfois associés à des ateliers de transformation à la ferme
- Une ancienneté d'installation variant de **1 à 20 ans**
- Tous engagés ou souhaitant s'engager dans des **pratiques agricoles durables et résilientes**

Les freins rencontrés pour la collecte de ces attentes sont principalement liés à la période de réalisation de l'action. En effet, les entretiens ont pu se dérouler entre mai et juillet 2025, or cette période de forte activité dans les champs freine la mobilisation des agriculteurs par manque de disponibilité.

Une certaine frustration de ne pouvoir aller plus loin dans certains échanges là aussi par manque de temps, a pu être notée. Gageons que l'action 3 permettra de poursuivre les échanges avec les agriculteurs participants pour creuser certaines attentes au travers de la recherche de solutions.

**Les principaux besoins identifiés lors de ces échanges ont été les suivants :**

### 1. Techniques agronomiques

D'un point de vue agronomique, la principale attente est tournée vers la recherche, les instituts et les semenciers, pour une meilleure adaptation et connaissance des **variétés et des espèces à cultiver** face aux nouvelles conditions climatiques (résistance à la sécheresse, adaptation aux changements de régime de précipitations) et à des pratiques résilientes telles que le semi-direct sans travail du sol.

## 2. Accompagnement humain et technique

La quasi-totalité des personnes interrogées par l'APAD ont mis en évidence le manque de techniciens pouvant accompagner technique et individuellement les agriculteurs vers des pratiques de semis-direct et notamment vers l'Agriculture de Conservation des Sols (ACS).

Il leur apparaît qu'il y a un manque de connaissances ou d'intérêt des techniciens agricoles pour accompagner la mise en place de telles pratiques.

Il est à noter qu'aujourd'hui ces besoins d'accompagnement se font de pair à pair et collectivement au travers des actions que peuvent mener des organismes tels que l'APAD via le partage d'expérience entre agriculteurs.

## 3.. Reconnaissance des pratiques

Le troisième enseignement de ces échanges avec les agriculteurs est leur souhait qu'une réelle reconnaissance et valorisation **officielle** de l'Agriculture de Conservation des Sols soit engagée par les politiques publiques (agricoles, environnementales, territoriales); En effet via cette reconnaissance, ils espèrent une meilleure prise en compte des bénéfices de leur pratique et donc une valorisation des risques engagés pour le mener et les maintenir sur leur ferme.

En effet, ils estiment que le déploiement et l'adoption de pratiques résilientes doivent être accompagnés par des **dispositifs de financement adaptés** et ainsi sécuriser les prises de risques.

## 4. Valorisation des contributions et des actions de recherche des agriculteurs

Face à un manque d'accompagnement technique, les agriculteurs réalisent par eux-mêmes de nombreux tests et essais dans leurs champs et ce d'autant plus depuis des constats d'échecs liés aux aléas climatiques.

Ces tests et essais réalisés au niveau de leur exploitation ou collectivement au niveau du territoire sont peu reconnus et rarement valorisés bien qu'ils soient aujourd'hui une

source d'information essentielle pour nombre d'agriculteurs. Par le partage de leurs expériences, les agriculteurs acculturent le collectif mais prennent des risques qui peuvent avoir un impact important sur l'économie de leur ferme. Ils souhaitent que les essais **agronomiques** réalisés directement par les agriculteurs soient valorisés.

De premières idées et solutions de caisse collective, de mutualisation des risques, d'accompagnement ont été évoquées lors des entretiens. Ces propositions pourront être étudiées et approfondies dans l'action 3 tout comme la création de **fermes pilotes** ou lieux d'expérimentation d'innovation à l'échelle locale.

### **Principaux points de vigilance et d'enseignements**

Ces heures d'échanges avec les agriculteurs ont permis une nouvelle fois de mettre en évidence leur forte motivation à poursuivre le développement d'une agriculture durable, de pratiques toujours plus résilientes face à un contexte pédo climatique en constante évolution.

Les agriculteurs expriment une **forte motivation à agir**, à condition de ne pas être seuls ; ils appellent à une **réduction des contraintes réglementaires et administratives** pour redonner plus de place à l'initiative et à la responsabilité des agriculteurs dans leur pratique.

Les dispositifs publics sont parfois perçus comme **inadaptés à la réalité des pratiques innovantes**.

### 3. Synthèse de la FADEAR

- **Méthode adoptée pour recueillir les données** (entretiens basés sur questionnaire exhaustif, questions ouvertes, exploitation de données existantes non valorisées, ...)

Deux méthodes principales :

→ 9 Entretiens semi-directifs (questions ouvertes) à partir d'une sélection de questions de l'entretien. Soit en présentiel, mais majoritairement par téléphone et complétés par mails.

- 6 paysan.nes (dep.)
- 3 animatrices accompagnatrices du réseau (dep.)

→ Exploitation de données existantes en cours de valorisation : Synthèse du Rapport de stage de Noah Boussarie et Lucien Maillet réalisé en 2024 à l'ARDEAR AURA intitulé "*Étude de l'impact des actions menées par le réseau ARDEAR-ADDEAR sur le changement climatique*" (89 pages). Etude basée sur 8 entretiens d'animateur.ices de la région AURA et 122 réponses à un questionnaire adressé aux paysan.nes de la région AURA.

- **Difficultés rencontrées dans la réalisation de l'action** (pour mieux entrevoir les limites de ces données)

Deux principales difficultés ont pu être identifiées :

Concernant les paysan.nes : Ce travail de collecte de données s'est fait au printemps, à une période où les paysan.nes sont très actifs sur leur ferme et peu disponibles pour des sollicitations extérieures du type entretiens.

Concernant les animateur.ices : Les animateur.ices du réseau sont, d'une manière générale, peu disponibles pour répondre à un entretien long, sur un temps non financé, malgré l'intérêt exprimé par plusieurs d'entre elles et eux pour la thématique.

- **Principaux besoins recensés, importants par leur récurrence ou leur originalité** (qui ? quel besoin ? récurrent ou isolé mais à relever ? solutions éventuelles mises en place ? verbatim)

#### Commentaire général (Partagé par les agriculteur.ices et les animateur.ices)

Aussi bien les paysan.nes que les animateur.ices formulent d'emblée, en début d'entretien, une certaine surprise quant au thème de l'entretien “le changement climatique”, d'une part car ce sujet est complètement entré dans les quotidiens, c'est à dire omniprésent et lié à tellement de facettes du métier, qu'i.elles ne réfléchissent pas ou plus avec cette “entrée thématique”. D'autre part, nombreux aussi, sont celles et ceux qui soulignent que l'Agriculture paysanne, le modèle agricole défendu et prôné par la FADEAR, a depuis bien longtemps (depuis ces débuts, fin des années 1980) intégré cette problématique du changement climatique. Autrement dit, que ce n'est pas du tout un sujet nouveau, que ça fait 30 ans que les fermes du réseau cherchent et expérimentent des solutions pour faire face à ces enjeux environnementaux et sont donc “en avance” ou du moins “très avancé” sur la question de l'adaptation et de l'atténuation (par rapport au monde agricole français en général). En effet, la grande majorité (entre 80 et 90%) des fermes du réseau de l'Agriculture paysanne sont par exemple des fermes labellisées en agriculture biologique.

[VERBATIM] Extrait du rapport de stage : “Selon les animateur.ices, les bénéficiaires des actions (plus largement le public des ADEAR) sont « très sensibilisés par leur démarche d'agriculture paysanne » et correspondent à « une tranche de la population plus avertie » au sujet du changement climatique. Selon les agriculteur.ices les paysan.nes des ADDEARS sont plus sensibles et informé.es à ces enjeux que le reste des paysan.nes. De ce fait, ils et elles sont déjà amené.es par leurs pratiques à prendre en compte le changement climatique.”

#### Les agriculteur.ices

D'un point de vue technique (conduite d'exploitation), les principaux besoins exprimés par les paysan.nes sont des demandes ou recherches de solutions pour faire face aux événements climatiques ou météorologiques extrêmes : à savoir d'un côté les périodes de sécheresses et de fortes chaleurs et de l'autre côté, les épisodes de fortes pluies et

l'excès d'eau engendrés dans les parcelles. Les deux phénomènes pouvant entraîner d'importantes pertes de récoltes.

#### Lien avec action 3.3 sur “les systèmes d’entraide, caisses de solidarité (voire système d’assurance) pour les aléas climatiques extrêmes”

Toujours sur le plan technique (ou agronomique), un autre besoin, lié aux épisodes de sécheresse ou de fortes précipitations qui viennent d'être évoqués, concerne, pour les fermes d'élevage, la disponibilité en fourrage (en quantité suffisante) et leur sécurisation (bâtiment de stockage). Ils évoquent aussi les problèmes de disponibilité en eau et les besoins d'infrastructure de stockage de l'eau (stocker l'eau des fortes pluies pour l'utiliser pendant les sécheresses).

Enfin d'un point de vue plus intellectuel et social, les paysan.nes de notre réseau évoque leurs besoins de formation, notamment auprès de structures spécialisées sur tel ou tel technique (élevage, fourrage, agroforesterie, conduite culturelle...), mais aussi leur besoin de temps consacré au partage d'expériences et l'échanges de pratiques.

[VERBATIM] Extrait du rapport de stage : “*L'échange entre pairs est l'aspect le plus important des actions selon les répondant.es. D'après les animateur.ices, c'est aussi la méthode la plus efficace pour faire changer ou améliorer les pratiques des paysan.nes. C'est le « catalyseur de changements de pratiques ». L'échange entre pairs est même qualifié de « marque de fabrique de l'ADDEAR ». Cet échange est favorisé lors d'actions des ADDEARs où l'animateur.ice laisse beaucoup de place à la parole des paysan.nes. Il intervient aussi de manière informelle dans les temps de pause par exemple. La transmission de savoir se fait alors horizontalement et sans intermédiaires. L'accompagnement par les pairs favorise une approche plus pratique, crédible, et adaptée aux conditions locales, tout en renforçant la cohésion communautaire et l'autonomie des agriculteurs. Parfois, certain.es agriculteur.ices arrivent à un stade de connaissance et de maîtrise sur le sujet qui leurs permet d'intervenir ell.eux-mêmes sur des formations. « Il y a la confiance en ceux qui ont de l'expérience, qui ont déjà testé, donc il y a la validation par les pairs. »*

#### Lien avec action 3.1 bis sur les paysans-testeurs ou “Valoriser et sécuriser les agriculteur.rice.s qui expérimentent pour trouver des solutions face au CC”

##### Les animateur.ices/accompagnateur.ices

Le principal besoin exprimé par les animatrices interrogées (aussi bien dans INTERFACE que dans l'étude du rapport de stage cité plus haut) est, de loin, le manque d'argent (et donc de temps financés) pour travailler correctement cet accompagnement des fermes face aux changements climatiques, que ce soit à travers des accompagnements individuels ou collectifs.

[VERBATIM] Extrait du rapport de stage : “*Le temps et le financement sont alors les principaux freins à la réalisation de ces actions [d'accompagnement aux changements climatiques].*”

Comme les paysan.nes, les animatrices considèrent également que pour améliorer ou favoriser l'adaptation des fermes aux changements climatiques, il faut faire du lien, autant que possible, entre les paysan.nes de notre réseau, à l'échelle d'un territoire et/ou sur une filière donnée, afin qu'i.elles puissent échanger sur leurs pratiques, partager leurs expériences.

Enfin, comme les paysan.nes, les animatrices considèrent également qu'il serait profitable à toutes et tous (paysan.nes et animateur.ices) de renforcer les liens entre notre réseau des ADEAR et les réseaux partenaires, notamment les structures davantage spécialisées sur telle ou telle thématiques agronomiques (leur travaux, expérimentations, résultats).

- **Autres résultats importants à mettre en valeur**

Parmi les autres besoins mentionnés dans les entretiens qui me semblent importants de mettre en valeur :

Une paysanne évoque ses difficultés à gérer le bien-être animal de ses vaches, les journées de trop fortes chaleurs (comment les soulager ?).

Une paysanne évoque aussi le besoin d'accompagnement humain, pour gérer le stress lié aux aléas climatiques sur la ferme et plus généralement l'éco-anxiété. Elle évoque par exemple sa pratique du yoga, qui l'aide à gérer ce stress.

## 4. Synthèse de TRAME

Dans le cadre de l'action 2, TRAME a recueilli les besoins face au changement climatique d'une diversité d'acteurs agricoles, issus ou non de son réseau d'adhérents.

- **Méthode adoptée pour recueillir les données**

Les entretiens semi-directifs menés se sont basés sur le cahier des charges construit avec les partenaires du projet. Les entretiens ont eu lieu en présentiel ou par échange en visioconférence, sur 5 régions. Il a été choisi d'interroger divers acteurs et actrices agricoles pour donner plus de finesse au projet.

- 3 agriculteurs
- 5 animateurs et animatrices de structures agricoles
- 1 salariée de coopérative
- 1 salariée de Fédération de Chasse
- 1 acteur de filière (récolte et transformation du bois issu des bocages)
- 1 chargée de missions agricoles en Parc Naturel Régional
- 1 chercheuse et 1 animatrice de projet de recherche

Deux entretiens ont eu lieu en visioconférence selon la méthode du Focus Groupe :

- Auprès de 3 acteurs et actrices de syndicats de rivière ayant des missions agricoles
- Auprès de 3 animatrices agricoles de Conservatoire d'Espaces Naturels

- **Difficultés rencontrées dans la réalisation de l'action**

Des difficultés ont été rencontrées pour cette action.

Difficultés autour de la réalisation des entretiens

- Les entretiens ont eu lieu au printemps-été, au vu du déroulé du projet. Les agriculteurs et agricultrices ainsi que beaucoup d'acteurs et actrices sont difficilement mobilisables sur cette période de forte charge de travail.
- Le “changement climatique” n'est pas toujours un sujet facile à aborder : entre les territoires bretons et méditerranéens, la prise en compte de son impact pour le passage à l'action ne sont pas les mêmes. D'autre part, celles et ceux qui sont déjà fortement portés sur l'adaptation et l'atténuation au quotidien, ne souhaitent pas distinguer leurs actions du fait du changement climatique des autres actions menées et nécessaires.
- Le manque de temps pour cette action n'a pu permettre qu'un nombre d'entretiens limités, notamment auprès des acteurs non issus de structures agricoles, ce qui ne permet qu'une vision biaisée de leurs attentes et besoins.

#### Difficultés autour de l'analyse des résultats.

En tant que pilote de projet, Trame a réalisé une première version de l'analyse qualitative des résultats de l'ensemble des partenaires. 315 lignes de besoins détaillés ont été recensées dans le tableau de données. Cet exercice, intéressant au demeurant, de synthèse et d'analyse fut complexe et chronophage, avec de nécessaires choix de forme et de fond. Il a nécessité plus de temps que prévu sur cette action.

- **Principaux besoins recensés, importants par leur récurrence ou leur originalité**

En questionnant divers acteurs et actrices touchés par la question du changement climatique en agriculture, il a été possible de voir les liens entre leurs besoins respectifs, les similitudes. Ainsi les enjeux de coopération à l'échelle des territoires et de communication entre acteurs apparaissent partagés et fondamentaux pour engager des changements systémiques. Les lieux de rencontre entre les différents acteurs et actrices de territoire (différentes structures agricoles, structures de territoire, filières, agriculteurs, recherche, environnement) sont à multiplier pour permettre des orientations communes, la compréhension des enjeux de chacun, et l'efficacité des actions mises en place.

Des verrous institutionnels et politiques sont régulièrement visés comme freins importants pour une adaptation des modèles agricoles au changement climatique : ainsi les orientations politique pour un soutien financier qui favorise la résilience des fermes et des territoires, la possibilité pour les structures environnementales, de territoire et agricoles de travailler ensemble au-delà de positionnements politiques, la valorisation académique de la recherche participative.

D'un point de vue technique, les principaux résultats touchent la gestion de l'eau, en manque ou en excès. Il est intéressant de voir les différentes approches des interrogés face à cette problématique, et les différents besoins qui y sont liés : se fournir en espèces / variétés moins consommatrices d'eau ; améliorer l'irrigation ; améliorer l'accès à l'eau ; retenir l'eau dans le sol par différentes pratiques ; etc. De manière générale, la recherche est attendue pour trouver des solutions techniques prouvées et éprouvées, pour soutenir les essais à la ferme. Il est à noter que la prise en compte du changement climatique sur les territoires dépend de l'importance des impacts observés aujourd'hui : ainsi dans les Pyrénées Orientales qui s'approchent d'un climat semi-désertique, les enjeux et besoins d'adaptation sont particulièrement forts.

La question du financement des changements à adopter est systématique : il y a un fort besoin de soutien financier pour permettre de dégager du temps d'accompagnement, de formation, de mise en lien, d'expérimentation. La marge d'évolution des fermes est aussi souvent rapportée à la santé économique des entreprises, car innover, expérimenter et changer, c'est souvent prendre le risque d'avoir un rendement agricole plus bas sur quelques années au moins. Il y a également un besoin de financement en cas d'aléas extrêmes provoquant des dégâts non indemnisés par les assurances et conduisant parfois à la cessation d'activité des fermes plus précaires. La capacité d'investissement est fondamentale pour des infrastructures d'adaptation (frigo, ombrières, irrigation...), pour le développement de nouvelles filières ou pour du matériel spécifique (seoir de semis direct; matériel de précision, ...).

Les entretiens, au-delà des besoins des interrogé.e.s, ont permis de répertorier des solutions déjà mises en place, et de faire formuler des idées de solutions et ce qui serait nécessaire pour leur bonne mise en place.

- **Liens au reste du projet**

Liens aux modalités d'accompagnement répertoriées en action 1 :

Les résultats des entretiens ont permis de valider l'importance pour les agriculteurs et agricultrices d'accompagnements collectifs face au changement climatique, incluant des aspects techniques et humains (mise en lien, échanges entre pairs, lieux de solidarité informelle). Ils ont par ailleurs soulevé l'importance aussi d'accompagnements individuels sur les fermes pour une prise en compte plus fine des paramètres de chaque exploitation : nos organismes ne proposent pas ou peu de tels accompagnements à ce jour.

D'autre part, les animateurs et animatrices interrogés ont fréquemment évoqué la nécessité d'être formé aux techniques d'animation, posture à adopter. Ce sont des accompagnements proposés recensés en action 1.

Perspectives pour l'action 3 :

La nécessité d'essais techniques pour permettre une évolution des pratiques a été largement citée, freinée par le manque de moyens, de soutien et de reconnaissance. Cette question gagnera à être creusée avec les partenaires en action 3.

Permettre une plus grande résilience des fermes par une réflexion paysagère à l'échelle des territoires plutôt qu'uniquement à l'échelle des fermes : c'est un positionnement soulevé par des structures de territoire et de l'environnement (Parc Naturel Régional, Conservatoire d'espaces naturels, Syndicats de rivières). Cette réflexion n'est possible que par une évolution de la gestion du foncier. C'est ce que nous explorerons en action 3.

Face aux aléas extrêmes, les exploitations qui n'ont pas accès aux assurances (maraîchage sur petite surface notamment) ou dont les dégâts ne sont pas couverts citent les actions de solidarités comme un moyen de résilience (entraide, cagnottes, ...). Cette solution sera explorée en action 3 pour une formalisation et massification.

## 5. Synthèse du RENETA

- **Méthode adoptée pour recueillir les données** (entretiens basés sur questionnaire exhaustif, questions ouvertes, exploitation de données existantes non valorisées, ...)

Le RENETA a réalisé cinq entretiens auprès d'accompagnatrices au test d'activité agricole. Ces entretiens ont suivi un questionnaire complet et se sont déroulés essentiellement en visioconférence. Un a toutefois pu se tenir en présentiel. Par ailleurs, un échange avec une entrepreneuse à l'essai en production de légumes exotiques en France métropolitaine a amené des éléments intéressants pour le projet Interface. Au total, six entretiens ont été menés, uniquement auprès de femmes. Deux autres étaient programmés initialement, mais n'ont pu se tenir du fait de la charge importante de travail en période pré-estivale.

Ces témoignages sont issus de territoires différents, tant Nord que Sud de la France. Ils relèvent également de dispositifs dont la mise en œuvre du test d'activité est variée (structures partie-prenantes du dispositif, partenaires, modalités du test développées, etc.). Enfin, les accompagnatrices interrogées présentent aussi une diversité d'expérience d'accompagnement au test, pouvant induire des réponses plus ou moins nourries. Pour les cinq entretiens auprès d'accompagnatrices, les échanges ont duré autour d'une heure et se basaient sur des questions ouvertes. Parfois, lors d'entretiens denses, l'ensemble du questionnaire n'a pu être balayé, faute de temps.

Chaque entretien a fait l'objet d'un compte-rendu écrit. Une retranscription sous forme de tableau de besoins a permis la mise en commun avec les partenaires du projet Interface. Ces éléments ont d'abord été partagés et mis en discussion au sein du groupe de travail Climat du RENETA.

Les personnes interrogées accompagnent des hommes et des femmes qui se testent souvent en maraîchage diversifié, en AB, sur des petites surfaces (<=1ha avec serres). Mais les productions évoquées peuvent être variées : production de céréales pour des tests en paysans boulanger, viticulture, plantes aromatiques et médicinales (PPAM), élevage (ovins/caprins et apiculture). Au niveau de l'Observatoire national du RENETA, en 2025 une grande majorité de personnes se testent en production végétale (91 %) et 11 % en élevage, les deux pouvant se combiner. Le maraîchage représente 51 % des productions testées, suivi des PPAM, pépiniériste, grandes cultures, arboricultures, puis volailles (pondeuses), etc. Un quart des entrepreneurs et entrepreneuses à l'essai en 2025 diversifient leurs activités avec de la transformation, des services pédagogiques liées à la ferme, etc.

Rappelons que le test d'activités agricoles s'inscrit dans un parcours de création progressive d'activité. Il définit le moyen pour une ou plusieurs personnes de développer une activité agricole de manière responsable et autonome, sur une durée limitée, et dans un cadre limitant et échelonnant la prise de risque. Il permet ainsi d'évaluer le projet et soi-même, dans le but de décider de la poursuite, de l'ajustement ou de l'abandon du projet. Les entrepreneurs et entrepreneuses à l'essai sont donc dans une phase de consolidation de leur projet. Une phase durant laquelle de nombreux pans de leur activité sont testés : production, commercialisation, transformation, ancrage dans le territoire, entrepreneuriat, fonctionnement humain des collectifs, etc. Une phase durant laquelle le changement climatique constitue un facteur supplémentaire testant leur capacité d'adaptation, mais aussi bien sûr un facteur global impactant les différents pans du projet testé.

« Les porteurs de projet n'ont pas le recul et ils s'installent à l'instant t, ils ne sont pas forcément en stress quand ils arrivent. Ils savent que c'est incertain. Ils ont conscience de cette variable climatique, qu'on est dans une transformation de ce point de vue-là, et il faudra faire avec. Ils sont volontaires pour s'outiller. C'est un aspect auquel ils pensent au même titre que le côté économique, débouchés, etc. »

« Nos porteurs de projet sont directement concernés par le changement climatique. Dans leur approche, dans leurs choix, leur projet stratégique, dès l'émergence de l'idée, ils s'emparent de cette problématique-là. Car ils sont formés, informés en amont. Ça fait partie du jeu de départ, c'est un paramètre évident qu'il faut prendre en compte dans le projet. »

- **Difficultés rencontrées dans la réalisation de l'action** (pour mieux entrevoir les limites de ces données)

La période pré-estivale est dense et peu propice à dégager du temps pour des entretiens. Deux personnes ayant manifesté leur souhait d'échanger, ont dû annuler du fait d'urgences professionnelles. Les urgences du quotidien ne laissent que peu de place pour ces sujets de fond. Ce qui est d'ailleurs une des conclusions des entretiens menés.

Enfin, les enseignements tirés de ces entretiens ne sauraient refléter toute la diversité du réseau, que ce soit d'un point de vue des dispositifs d'espaces-test agricoles ou de celui des situations de test.

- **Principaux besoins recensés, importants par leur récurrence ou leur originalité** (qui ? quel besoin ? récurrent ou isolé mais à relever ? solutions éventuelles mises en place ? verbatim)

Parmi les besoins notés au cours de ces entretiens :

Des besoins techniques liés aux productions testées par les entrepreneurs et entrepreneuses à l'essai sont systématiquement évoqués, et nombreux. Ils concernent fréquemment la gestion de l'eau (trop ou trop peu), puis la gestion des pestes liées. Il s'agit également de la gestion de la chaleur, des brûlures, etc. au-delà des questions d'irrigation. Plus spécifiquement, si le changement climatique ouvre la possibilité d'expérimenter de nouvelles cultures en France métropolitaine, ce n'est pas sans questions : quid des références techniques sous le climat métropolitain et de l'accompagnement possible associé ? quid des filières dédiées (notamment côté amont/pépinière) ?

« C'est un peu décourageant. Tu vois avant par exemple il y avait des cultures qui nécessitaient zéro protection phyto et ça passait chaque année. Et maintenant ce n'est plus possible à cause du changement climatique et du parasitisme qui a évolué avec. Mais les nouveaux maraîchers eux ils ne connaissent que maintenant, donc ils ne se désolent pas comme moi ! On a beaucoup moins droit à l'erreur. Sur la mouche de la carotte tu peux perdre 80 % de ta récolte alors qu'avant si tu ne faisais rien tu perdais 10-20 %. »

« C'est compliqué. On prend des variétés de pays plus chauds mais on a quand même des printemps de pays tempérés et pas de pays chauds. Même à ce niveau-là où au début tu te dis "la solution elle va être facile." Eh bien pas du tout" »

Les besoins techniques sont nombreux mais le multi-partenariat, socle des dispositifs d'espace-test offre une réponse relativement satisfaisante sur ce point. Il s'agit de partenariats avec des structures de type GAB, Agence bio, Chambres d'agriculture, etc., mais également directement avec des agriculteurs et agricultrices installées sur le territoire via du tutorat paysan par exemple. (n°20-21 tableau accompagnement)

« *L'entrepreneur ne s'est pas senti désemparé, il connaît les solutions à mettre en place, il se renseigne à droite à gauche, auprès du tuteur, de la conseillère en maraîchage. Et "tu subis et tu attends que ça passe"* ».

Pour les entrepreneurs et entrepreneuses à l'essai, le fait d'être en lien avec des structures et avec des agriculteurs et agricultrices installé·es, permet du partage et transfert de connaissances, mais aussi contribue à atténuer l'impact de la situation en évitant le sentiment de solitude et d'isolement.

« *Être là pour aider à choisir les priorités au lieu de paniquer et mettre en place quelques actions très concrètes, pour ne pas qu'ils se sentent inactifs et sans aucun recours.* »

En lien avec ces questionnements techniques, les entretiens soulignent les attentions de l'accompagnement humain de ces entrepreneurs et entrepreneuses à l'essai, qui doit prendre en compte :

La nécessité pour ces personnes à s'adapter constamment du fait de l'imprévisibilité des aléas climatiques.

Dans un cadre où ces personnes font déjà face à de multitude apprentissages et choix à mener de front liée au démarrage de leur activité.

« *Comment faire ton choix variétal quand en fait tu n'as pas de vision de ce que va être le printemps suivant ? Ces points restent très complexes.* »

« *L'année passée on se noyait sous l'eau et cette année on pleure pour avoir de l'eau.* »

Si l'accompagnement en comptabilité/gestion réalisé en test peut soutenir la gestion de ces aléas avec un prévisionnel financier « prévoyant les surprises » (par exemple achat imprévu de matériel comme du voilage en arboriculture), des questions concernant l'accompagnement « humain » ont été soulevées en entretien par les accompagnatrices au test et demeurent :

Comment prendre en compte dans l'évolution du métier et dans les accompagnements la fatigue accrue liée aux périodes récurrentes de canicule ?

Comment former les accompagnateurs et accompagnatrices à faire face à ces situations de changement climatique et d'aléas extrêmes, à accompagner malgré leur propre éco anxiété ? Faut-il être experts et expertes de la prospective en agriculture pour accompagner aujourd'hui ? Comment l'être ?

La question de la gestion de l'éco-anxiété souligne aussi l'importance et l'intérêt des échanges de pratique entre accompagnateurs et accompagnatrices (n°29 tableau accompagnement).

*« Parce que c'est aussi un sujet qui me fait peur à titre personnel. Alors pour aider quelqu'un, je ne saurais pas comment y faire face. Souvent on offre des solutions très concrètes. Quand c'est une émotion à digérer, c'est différent... »*

Plus spécifiquement, s'il existe dans le réseau quelques initiatives de solidarité avec les entrepreneurs et entrepreneuses à l'essai face aux aléas climatiques (n°22 tableau accompagnement), ces entretiens mettent en avant la difficulté de consacrer du temps et de l'énergie pour les dessiner, créer, imaginer, et ce, collectivement.

*« Et est-ce qu'on a quelque chose à apporter sur cette question ? Comment on peut les accompagner mieux ? Et qu'est-ce qu'on peut proposer ? On constate. Y'a des choix techniques. Mais au-delà de ça, ce n'est pas évident de trouver ce qu'on peut mettre en place. En vrai, [...] savoir quoi faire ou quoi proposer, n'est pas très claire dans ma tête. »*

Et enfin, une question ressort de tous les entretiens : quelle place, quelle possibilité pour penser de manière plus systémique (y compris pour penser l'atténuation au-delà de l'adaptation au changement climatique) ? Comment faire cette place dans un contexte actuel de gestion des urgences (techniques, sociales, économiques), aussi bien pour les agriculteurs et agricultrices que pour les accompagnateurs et accompagnatrices ? Il semble difficile de trouver une place pour ces changements plus de fond.

*« Je ne sais pas à quel point les maraîchers ont le temps et les ressources pour s'y pencher ? ».*

## Autres résultats importants à mettre en valeur

Le test d'activité agricole ressort comme un outil d'autant plus pertinent dans ce contexte de changement climatique, en proposant un cadre sécurisant pour tester les multiples pans d'une activité agricole et ses ressources pour y faire face.

*« Le test est une véritable opportunité de tester les techniques qui vont répondre au mieux à mes attentes de production résilientes et rentables. »*

- **Liens au reste du projet** (lien aux modalités en action 1 / perspectives pour l'action 3)

*Dans la partie précédente.*

## 6. Synthèse de Terres en villes

- **Méthode adoptée pour recueillir les données** (entretiens basés sur questionnaire exhaustif, questions ouvertes, exploitation de données existantes non valorisées, ...)

Dans le cadre de ce travail, un total de **douze entretiens semi-directifs** a été conduit auprès d'acteurs impliqués dans une logique d'accompagnement de l'adaptation des agriculteurs au changement climatique.

Les structures rencontrées reflètent la diversité des parties prenantes concernées :

- **9 établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) membres du réseau Terres en villes** (Grand Besançon, Rennes Métropole, Dijon Métropole, Grand Lyon, Douaisis Agglo, Alès Agglo, CA du Sicoval, Auxerre Agglomération, Montpellier Méditerranée Métropole)
- **1 association** (Terres et cités)
- **1 chambre d'agriculture** (Chambre d'Agriculture du Rhône)
- **1 coopérative** (Alliance BFC)

Ces acteurs sont situés à l'échelle de **9 départements et régions** (Bourgogne Franche-Comté, Côte d'or, Doubs, Gard, Hérault, Ile de France, Ille-et-Vilaine, Nord, Rhône)

Les personnes interrogées occupaient principalement des fonctions techniques au sein de ces organisations, en particulier des technicien·ne·s territoriaux (chargé·e de mission, chef·fe de projet). Il est à noter qu'aucun élu n'a été directement auditionné, ce qui donne aux données recueillies une perspective davantage opérationnelle et centrée sur l'ingénierie de projet et la mise en œuvre concrète des actions.

Les entretiens ont été construits à partir d'un **guide de questionnement souple**, permettant d'adapter les thématiques en fonction du profil de l'organisation rencontrée. Ainsi, les discussions menées avec les collectivités ont davantage porté sur la planification et

les leviers d'action mobilisés dans le cadre de leur politique alimentaire territoriale, tandis que les échanges avec la Chambre d'agriculture ont mis l'accent sur l'accompagnement direct du monde agricole et l'appropriation de ce besoin d'adaptation par les agriculteurs accompagnés. Enfin, l'entretien avec la coopérative (Alliance BFC) fut l'occasion d'explorer la question des débouchés et des logiques économiques structurant les filières. Cette adaptation a garanti une meilleure pertinence des échanges et une collecte de données ajustée à la spécificité des rôles institutionnels et professionnels des acteurs rencontrés.

En complément de ces entretiens, une analyse documentaire a été conduite sur les outils de planification disponibles dans les EPCI interrogés. Les feuilles de route des Projets Alimentaires Territoriaux (PAT), les Plans Climat-Air-Énergie Territoriaux (PCAET), ainsi que d'autres documents stratégiques pertinents ont été étudiés afin de mettre en perspective les propos recueillis lors des entretiens. Cette complémentarité entre données issues des entretiens et documents de cadrage a permis d'enrichir l'analyse, en identifiant à la fois les ambitions affichées dans les plans et la réalité de leur mise en œuvre telle qu'elle est perçue par les acteurs de terrain.

- **Difficultés rencontrées dans la réalisation de l'action** (pour mieux entrevoir les limites de ces données)

La réalisation des entretiens a mis en évidence certaines limites méthodologiques, notamment liées au **caractère encore émergent de nombreux projets évoqués**. En effet, plusieurs initiatives en lien avec l'adaptation au changement climatique, présentées par les acteurs rencontrés, se trouvent à des stades différents de développement : certaines sont très récentes, d'autres encore en phase de maturation, et peu apparaissent pleinement opérationnelles. Cette situation rend complexe la qualification précise de ces projets et, par conséquent, l'évaluation de leur portée réelle face aux besoins des agriculteurs du territoire recensés dans le cadre de cette étude. Bien que les discours recueillis reflètent une intention stratégique ou une orientation en cours de construction dans la majorité des cas, le manque d'aboutissement de certains projets limite la possibilité d'identifier des exemples stabilisés de bonnes pratiques ou de mesurer leur efficacité sur le terrain.

Par ailleurs, une difficulté récurrente a concerné **le cadrage thématique des entretiens**. Malgré l'accent mis sur la question de l'adaptation, les échanges ont parfois glissé vers

d'autres dimensions de la lutte contre le changement climatique, telles que l'atténuation des émissions ou les mécanismes de compensation. Ce recadrage constant a parfois freiné la profondeur des discussions relatives aux stratégies spécifiquement adaptatives et surtout les besoins associés. Cette tendance illustre le fait que, dans les pratiques des acteurs, les différentes approches du changement climatique restent fortement imbriquées, ce qui témoigne à la fois d'une vision systémique mais aussi d'un manque de distinction nette entre adaptation et autres leviers d'action.

- **Principaux besoins recensés, importants par leur récurrence ou leur originalité** (qui ? quel besoin ? récurrent ou isolé mais à relever ? solutions éventuelles mises en place ? verbatim)

### **Besoins récurrents majeurs : la gestion de l'eau en première ligne**

La gestion de l'eau ressort comme le besoin le plus transversal et urgent. Les collectivités, dans un objectif d'accompagnement des agriculteur·rice·s, font face à des défis multiples : faciliter l'accès à l'eau dans les secteurs urbains/périurbains fortement imperméabilisés, agir en faveur de l'amélioration du pilotage des systèmes d'irrigation pour éviter le gaspillage dans un contexte de conflits d'usage, et développer de nouvelles techniques face aux épisodes de stress hydrique croissants.

« *Pour l'Alliance, il y a vraiment ces quatre piliers : eau, carbone, adaptation et biodiversité. Mais là-dedans, finalement, l'eau, c'est le plus criant* ».

Verbatim issu de l'entretien réalisé le 18 juillet 2025 avec la coopérative Alliance BFC

### **Défis organisationnels : coordination et décloisonnement des politiques publiques**

Un besoin majeur concerne le décloisonnement des actions portées par différents services des collectivités, dont la conséquence récurrente est un manque voire une absence de communication entre le service en charge de la politique agricole / du Projet Alimentaire Territorial et celui en charge du PCAET / Plan Climat. Une chargée de mission de la communauté d'agglomération du Sicoval témoigne :

« Je suis chargée de mission agriculture et je ne connais même pas les lignes agriculture qu'il y a dans le PCAET ».

Cette fragmentation se traduit par un manque de portage politique unifié pour les dispositifs d'accompagnement.

En plus d'un besoin de plus de coopération au sein de la collectivité, la nécessité de coopération multi-acteur émerge également, car le développement de filières agricoles résilientes nécessite un soutien autant de la part des acteurs intermédiaires de la recherche et de l'innovation (agences publiques, bureaux d'étude, coopératives de par leurs services R&D) que de la part des acteurs des filières (coopératives et moins directement les collectivités par le biais de leur PAT).

### Besoins de soutien financier et administratif adaptés

Les dispositifs financiers actuels peinent à répondre aux enjeux. Les Paiements pour Services Environnementaux (PSE), bien que « très rémunérateurs pour les agriculteurs », sont « très chronophages et très énergivores pour les collectivités ». Les collectivités, tout comme les acteurs de filière, cherchent des moyens pour indemniser les projets d'adaptation au CC des agriculteur·rice·s et faciliter l'accès aux aides (MAEC, investissements), mais constatent que tous les profils ne sont pas éligibles.

Un besoin original concerne **la pérennisation des projets au-delà de la phase de test**, avec la nécessité de « sécuriser des aides techniques, financières et de suivi ». Une technicienne de la Chambre d'Agriculture du Rhône souligne :

« *Ils font évoluer leurs pratiques comme personne d'autre n'a fait évoluer ses habitudes. En revanche, il faut juste leur laisser un peu de temps* ».

### Adaptation technique spécifique à chaque type de culture

Un besoin global de déploiement de techniques et de matériel d'adaptation au changement climatique, adapté à chaque filière agricole, se fait aujourd'hui fortement ressentir.

Les filières de cultures pérennes, telles que la viticulture et l'arboriculture, sont confrontées à des défis techniques majeurs liés à la fréquence accrue des gels tardifs ou des épisodes de chaleur intense. La collaboration recherche-producteurs pour développer des cultures adaptées semble ainsi constituer un besoin majeur, au regard duquel les collectivités se placent en tant que levier de mise en lien, mettant en lumière les besoins techniques avec une vision territoriale.

Pour répondre à ces enjeux, il est essentiel de faciliter la transition vers des espèces plus résistantes et d'encourager le développement de nouvelles filières innovantes, à l'instar de filières à basse consommation d'eau et d'intrant, afin d'accroître la résilience des terrains. Toutefois, la réussite de cette adaptation nécessite une évolution des attentes des différents marchés (commande publique, distribution) et une évolution des cahiers des charges, notamment pour les AOC, afin de permettre l'intégration de ces variétés et de ces pratiques innovantes dans la production.

L'élevage n'est pas épargné : l'adaptation aux vagues de chaleur, via l'aménagement d'abris, la modification des temps de pâturage et l'ajustement des ressources fourragères, devient un enjeu récurrent pour garantir la pérennité des élevages dans des conditions climatiques de plus en plus extrêmes.

### **Besoin d'accompagnement différencié et accessible**

Un constat original émerge : certains agriculteurs ne font pas remonter aux acteurs interrogés un besoin d'accompagnement complet sur tout le processus d'adaptation mais veulent accéder à des informations pratiques sur les leviers d'adaptation.

*« Je n'entends pas beaucoup de remontées sur le besoin de se faire accompagner technique par la collectivité »*

Verbatim issu de l'entretien réalisé le 21 juillet 2025 avec une chargée de mission de la CA du Sicoval

De la même manière, des acteurs associatifs comme Terres et Cités précise que, au regard des attentes des agriculteurs qu'ils accompagnent, ils constatent qu'il y a moins une demande d'accompagnement global sur l'adaptation au changement climatique mais sur des aspects précis de ce phénomène (eau, ruissellement, sécheresse...).

- **Autres résultats importants à mettre en valeur**

### **La prise en compte de la nécessité d'adaptation dans les stratégies foncières locales**

La dégradation progressive des sols par les aléas climatiques et les pressions agricoles conduit à l'apparition de besoins spécifiques en matière de gestion du foncier. La protection des parcelles présentant un fort potentiel agronomique nécessite désormais une approche stratégique, qui passe par la cartographie des sols et par des politiques foncières sélectives visant à préserver les meilleures terres pour garantir la productivité et la résilience à long terme. Cette priorité implique, dans certains territoires, que les cultures les plus exigeantes ou stratégiques soient concentrées sur les parcelles identifiées comme les plus adaptées, tandis que d'autres surfaces peuvent être redéployées vers des cultures qui nécessitent moins d'adaptation au regard du changement climatique.

### **Impact organisationnel et social du décalage des saisons agricoles**

Le dérèglement du calendrier agricole, causé notamment par des modifications de températures et de pluviométrie, suscite un phénomène nouveau : le décalage des saisons agricoles. Ce changement perturbe fortement la planification du travail et a des conséquences concrètes sur la disponibilité de la main-d'œuvre saisonnière, devenue difficile à mobiliser aux périodes inhabituelles. Il remet aussi en question les modalités de congés pour les agriculteurs, qui peinent à anticiper les temps de repos ou de récupération, du fait d'une saisonnalité moins prévisible. Cette évolution sociale impose l'élaboration de modèles organisationnels innovants, conciliant flexibilité, solidarité entre producteurs, et adaptation du travail pour maintenir la qualité de vie et l'efficacité des exploitations agricoles. Cette évolution est d'autant plus importante qu'elle est à mettre en parallèle de la problématique de la répartition de l'usage des machines agricoles qui peut-être impacté par le changement des saisons de récolte/moisson dans le cas des CUMA par exemple ; problématique recensée par un de nos partenaires dans le cadre de l'action 2.

- **Liens au reste du projet** (lien aux modalités en action 1 / perspectives pour l'action 3)

Lien aux modalités en action 1 :

**Modalité n°25 – Co-construire son Projet Alimentaire Territorial (PAT)**

Cette modalité répond directement aux besoins de coordination et décloisonnement des politiques publiques mis en évidence dans les entretiens. En favorisant la concertation entre tous les acteurs du territoire (collectivité, agriculteurs, filières, acteurs environnementaux consommateurs), elle peut notamment contribuer à surmonter la fragmentation entre PAT et PCAET, et donner plus de cohérence politique aux actions d'adaptation.

**Modalité n°26 – Appui aux démarches de PAEN (Périmètres Agricoles Environnementaux et Naturels Périurbains)**

Cette modalité entre en résonance avec le besoin de gestion foncière stratégique pour préserver les terres à fort potentiel agronomique. L'accompagnement dans le cadre des plans d'action PAEN peut aider à sécuriser l'avenir de parcelles clés pour la résilience alimentaire locale et contribuer à anticiper les impacts du changement climatique sur le foncier agricole. L'appui aux démarches PAEN est également à souligner dans la mesure où les plans d'action associés aux PAEN / PENAP peuvent contenir la mise à disposition de fonds de soutien / fonds d'investissement permettant de financer des projets et expérimentations d'adaptation des exploitations au changement climatique.

**Modalité n°27 – Intégration de la biodiversité dans les politiques agricoles et alimentaires**

Même si l'approche initiale de ce travail se concentre sur la prise en compte de la biodiversité, il permet également de rapprocher différentes politiques publiques (PAT, PCAET, TEN), venant apporter un éclaircissement quant au besoin de décloisonnement. En revanche, les attentes très concrètes des agriculteurs (accès à l'eau, adaptation du matériel, accompagnement technique direct) ne sont que partiellement couvertes par cette entrée davantage analytique et institutionnelle.

**Modalité n°28 – Groupes d'échange de pratiques**

Réflexion mutualisée (par le biais de webinaires notamment) permettant aux collectivités de prendre du recul sur leurs propres pratiques en réponse à des situations nouvelles auxquelles elles sont confrontées, dont le changement climatique est un facteur crucial.

Il s'agit pour les collectivités d'améliorer leur prise en compte des besoins exprimés en matière d'adaptation et formuler dans la continuité des solutions adaptées. Un tel réseau permet de favoriser l'interconnaissance entre les techniciens des collectivités membres, rendant ces échanges moins verticaux à mesure qu'ils se connaissent, leur permettant d'acquérir une certaine confiance en leur auditoire et ainsi de partager les problématiques qu'ils rencontrent.

#### Perspectives pour l'action 3 :

Au terme de ces entretiens et du recensement des besoins qui en ressortent, les données collectées pourront être valorisées dans le cadre de différents axes de l'action 3 :

- 3.1 Quel rôle des collectivités pour soutenir les changements de pratique ?

Les collectivités peuvent jouer un rôle dans la facilitation de l'expérimentation et la mise à disposition de parcelles et espaces-test. Elles peuvent également contribuer à la mise en réseau des agriculteurs avec les coopératives (et leurs services R&D) ou encore avec les instituts de recherche.

- 3.2 Comment la problématique du changement climatique impacte les stratégies foncières ?

Les stratégies foncières des collectivités sont de plus en plus influencées par les enjeux liés à la qualité des terres agricoles. Cela peut conduire, d'une part, à la mise en place de politiques de sanctuarisation pour préserver les sols à fort potentiel agronomique et, d'autre part, à engager des actions de revalorisation sur les terres dégradées ou fragilisées.

- 3.3 En quoi les collectivités territoriales sont des leviers de solidarité face au changement climatique ?

En favorisant la coopération entre acteurs agricoles, les collectivités renforcent les dynamiques de solidarité au sein du secteur. Elles peuvent elles-mêmes contribuer à cette solidarité en soutenant les filières locales et durables, notamment à travers la commande publique, qui intègre les variations de volumes et de qualité liées au changement climatique. Enfin, elles jouent un rôle d'appui face aux aléas climatiques, venant compenser les limites actuelles des systèmes d'assurance.

## 7. Synthèse de Terre de Liens

- **Méthode adoptée pour recueillir les données** (entretiens basés sur questionnaire exhaustif, questions ouvertes, exploitation de données existantes non valorisées, ...)

Terre de Liens a développé par l'intermédiaire de sa fondation un programme dédié à l'adaptation des fermes au changement climatique. La conception de ce programme s'est appuyée sur de nombreux entretiens exploratoires menés tant auprès d'agriculteurices que de structures accompagnant ces démarches, Onvar (Fnab) ou non (Itab, Solagro, collectivités locales). Aussi la mise en place de ce nouveau dispositif répond à des problématiques qui ont été identifiées préalablement à sa mise en œuvre qui est concomitante au projet INterface. Les besoins recensés dans ce cadre ont été intégrés à notre analyse conjointe.

Parallèlement à ce travail, la Fondation Terre de Liens a ouvert un appel à projet externe auprès de la fondation Léa Nature et du fonds de dotation de la Poule Rousse afin de soutenir des initiatives d'accompagnement et de soutien des agriculteurs dans leurs problématiques d'adaptation aux conséquences du changement climatique. 15 projets couvrant une diversité d'approches, de territoires, de filières et de réseaux ont été retenus dans ce cadre, offrant un large panel de solutions d'appui d'agriculteurs conçus dans les territoires et s'appuyant sur certaines spécificités d'agricultures comme celles exerçant dans un contexte méditerranéen, celles liées aux filières de blé panifiables, celles spécifiques au maraîchage sur sol vivant ou encore celles concernant les solutions fondées sur la nature et la biodiversité qu'elle soit cultivée ou sauvage. Les problématiques abordées par les candidats et lauréats à cet appel à projet ont ainsi permis d'apporter une clé de lecture supplémentaire quant aux problématiques rencontrées sur le terrain par une diversité de structures et de contextes territoriaux / climatiques

Enfin, une analyse de l'impact social du portage foncier proposé par Terre de Liens auprès des agriculteurs installés a également été menée par la fédération Terre de Liens. Plusieurs questions relevant des problématiques liées au changement climatiques ont pu y être intégrées afin d'identifier notamment à quel degré ces enjeux sont considérés par les agriculteurices comme étant un facteur de stress dans l'exercice de leur métier ainsi que d'identifier s'il existe des stratégies foncières

différencierées selon les réponses à cet item ou selon d'autres paramètres.

- **Difficultés rencontrées dans la réalisation de l'action** (pour mieux entrevoir les limites de ces données)

La principale difficulté rencontrée a été de collecter les données concernant le programme Eau et Changement climatique porté par la fondation Terre de Liens dans le cadre d'arrêt maladie prolongé de la personne chargée de la mise en œuvre et de l'animation du programme. Les informations ont pu être collectées avec un délai qui a réduit les croisements possibles et échanges avec les autres membres du projet sur ces aspects.

D'autre part, si les répondants à l'enquête quantitative menée pour l'évaluation de l'impact social de Terre de Liens constituent un échantillon représentatif, il est important de noter qu'il n'est pas exempt de biais statistiques. Il est ainsi probable que les agris les plus en difficultés ou les moins à l'aise avec l'outil informatique pour ne citer que 2 limites potentielles aient moins répondues que les franges les mieux installées ou moins en difficulté.

- **Principaux besoins recensés, importants par leur récurrence ou leur originalité** (qui ? quel besoin ? récurrent ou isolé mais à relever ? solutions éventuelles mises en place ? verbatim)

Les acteurs associés au programme d'adaptation au changement climatique porté par la Fondation TdL ont identifié différents besoins dont celui de disposer d'un outil de diag simple et adapté à une diversité de situation. La multiplication des sites ressources et outils de diagnostics ne facilite pas l'appropriation de ces éléments par les agriculteurs. Il est d'une part compliqué d'effectuer en autonomie un diagnostic de vulnérabilité robuste sans être trop complexe et lourd en temps et compétence à mobiliser pour être mené et d'autre part peu aisé de mettre en correspondance des actions adaptatives en cohérence avec les résultats qui concerne la vulnérabilité.

Un autre besoin corroboré par l'analyse des réponses à l'appel à projet de la fondation TdL confirme l'importance de mise sur pied de communautés d'échanges entre pairs sur un même territoire et/ou une même production.

De même, les réponses reçues par la fondation Terre de Liens dans le cadre de son appel à projet confirment un besoin de financement pour l'accompagnement des premiers concernés, au plus près des réalités des enjeux de terrain. Ainsi, la fondation

TdL a reçue 115 candidatures pour un besoin total d'1,5 million d'euros alors que l'enveloppe de 150 000 € n'a permis le soutien que de 15 projets.

- **Autres résultats importants à mettre en valeur**

L'étude de l'évaluation d'impact social de Terre de Liens a permis de mettre en exergue que Les effets du changement climatique sont l'un des 3 principaux facteurs de stress exprimés par les agriculteurs enquêtés entre l'équilibre économique de la ferme et la santé physique et mentale. Il est particulièrement intéressant de noter que ce facteur de stress diminue à mesure que l'exploitation agricole compte d'associés. Il semblerait ainsi que plus le nombre de personnes soumis à ces problématiques est grand, moins elles sont prégnantes comme stress pour les agris.

- **Liens au reste du projet** (lien aux modalités en action 1 / perspectives pour l'action 3)

Concernant l'enquête menée pour l'impact social de TdL ; 3/4 des répondant ayant cité les risques Changement climatique sont satisfaits des terres qu'ils cultivent qu'elles soient en propriété propre ou qu'elles soient louées ; et la majorité d'entre elleux ne recherche aucunement à agrandir.

Pour autant 1/3 d'entre eux a envisagé une augmentation des surfaces qu'ils cultivent ce qui peut indiquer que ce sont les enjeux économiques qui invitent à la consolidation foncière plus que les seuls risques climatiques. L'optimisation du foncier et les choix agro-nomiques ou cultureaux sont cités comme étant les leviers à activer pour résoudre ces problématiques ce qui confirme les autres besoins recensés et identifiés dans les projets lauréats de l'appel porté par la Fondation TdL. Au-delà des questions purement agronomiques (variétés adaptées, décalages de dates de semis ...) les éléments d'Infrastructures agro écologiques sont régulièrement cités par les agriculteurices notamment concernant les haies qui permettent de répondre à une diversité d'enjeux (ombrage, brise vent, source fourragère complémentaire ...).

La sécurisation des surfaces exploitées mais en location d'autres propriétaires reste un enjeu fort pour l'ensemble des agriculteurs interrogés. Environ 1/3 des acquisitions portées par Terre de Liens concernent aujourd'hui des objectifs de consolidation / agrandissement ou de sécurisation. Dans cette même perspective les besoins exprimés quant à des outils de veille foncière permettant la sécurisation des surfaces exploitées d'une part ou la consolidation de celles-ci (notamment en vue d'un renforcement de l'autonomie fourragère des troupeaux / réduction des risques sécheresse ou inondations) sont forts. L'hypothèse d'intégration de ces enjeux dans les dispositifs territoriaux multi-acteurs de veilles et d'attribution foncières nous semble ainsi être une question intéressante à creuser.